

A Calais, grève de la faim en soutien aux migrants

Les grévistes dénoncent les conditions de survie déplorables et le dialogue de sourds entre Etat et associations

CALAIS (PAS-DE-CALAIS) -
envoyée spéciale

C'est en plein centre-ville, place Crève-cœur, dans l'église Saint-Pierre de Calais (Pas-de-Calais), que les trois grévistes ont installé leurs lits de camp. Depuis lundi 11 octobre, Philippe Demeestere, aumônier du Secours catholique de Calais, Anaïs Vogel et Ludovic Holbein, un couple de trentenaires mobilisés depuis plusieurs mois auprès des personnes migrantes, ont entamé une grève de la faim. C'est la première fois qu'ils engagent une telle démarche. Et c'est la première fois depuis 2016 qu'une telle action est déclenchée à Calais. A l'époque, plusieurs Iraniens s'étaient cousus la bouche et avaient cessé de s'alimenter pour dénoncer les conditions de vie dans la « jungle ».

Cinq ans presque jour pour jour après le démantèlement du bidonville, à bien des égards Calais semble se réduire à l'éternelle répétition du même. Le même goulet d'étranglement sur la route migratoire vers l'Angleterre, distante de 30 kilomètres à peine ; les mêmes conditions de vie déplorables, où le froid le dispute à la faim dans les campements ; la même hantise de la part des pouvoirs publics de créer des points de fixation ; le même dialogue de sourds entre eux et les acteurs associatifs.

« Il n'y a plus aucune écoute de la part des autorités », fait valoir Ludovic Holbein. « L'Etat se radicalise donc on choisit une action radicale », ajoute Anaïs Vogel.

« On ne sait plus comment faire pour être entendu, prolonge Juliette Delaplace, chargée de mission au Secours catholique à Calais. Les conditions de survie sont abominables mais les mots n'ont plus aucun poids. Le gouvernement est aveugle et sourd à ce que dit le Défenseur des droits ou la commission consultative des droits de l'homme... et même les décisions administratives sont en faveur des politiques de l'Etat. »

« Le défilé des horreurs »

Actuellement, les associations estiment que 1500 personnes « vivent » à Calais et ses alentours. Les autorités parlent, elles, de 550 migrants environ. Majoritairement Soudanais et Erythréens, ils sont dispersés entre plusieurs campements et le centre-ville.

Les grévistes ont formulé trois demandes : que cessent, le temps de la trêve hivernale, les démantèlements quotidiens de campements ; que cesse sur la même

Calais a reçu ces derniers jours la visite de Gérard Darmanin, celle du président par intérim du RN, Jordan Bardella, ou celle de Nicolas Sarkozy

période la confiscation des effets personnels et des tentes lors de ces opérations d'expulsion et, enfin, qu'un dialogue soit rétabli avec l'Etat pour déterminer des espaces d'intervention humanitaire. Depuis plus d'un an, des arrêtés préfectoraux interdisent les distributions alimentaires dans la ville tandis que grilles, barbelés et rochers défigurent l'espace dans un nombre toujours croissant d'endroits. « Ce sont des demandes extrêmement raisonnables », fait remarquer Juliette Delaplace, consciente que le calendrier électoral ne joue pas en leur faveur.

Alors que les prémices de la campagne présidentielle semblent avoir été aimantées sur la thématique migratoire, la ville de Calais a reçu ces derniers jours la visite du ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, celle du président par intérim du Rassemblement national, Jordan Bardella, ou encore celle de Nicolas Sarkozy, venu remettre la Légion d'honneur à la maire Natacha Bouchart (LR) pour son engagement dans la crise migratoire.

« Politiquement, c'est le défilé des horreurs », s'inquiète Juliette Delaplace. C'est dans ce contexte tendu que plusieurs associations soutiennent la grève de la faim, à l'image d'Utopia 56 : « On fait un travail dans l'urgence mais si d'autres parviennent à créer des actions plus politiques, ça ne peut être que bénéfique », estime Marguerite Combes, coordinatrice de l'association à Calais.

L'urgence. Elle préside ici au quotidien de tous : se nourrir, trouver un abri pour la nuit, charger son téléphone, se laver, traverser la Manche... Entre vendredi et lundi, plus de 1500 personnes sont parvenues à rejoindre l'Angleterre par la mer tandis qu'un demi-millier ont été secourues dans les eaux françaises ou empêchées de traverser. Le phénomène des *small boats* ne cesse de prendre de l'ampleur depuis fin 2018. « C'est devenu le moyen de passage majoritaire », croit Marguerite



Sadam Ali, Soudanais arrivé il y a deux mois à Calais. Philippe Demeestere, aumônier du Secours catholique de Calais (en bas à gauche), Anaïs Vogel et Ludovic Holbein, tous trois en grève de la faim, à Calais (Pas-de-Calais), le 11 octobre. SAMUEL GRATACAP POUR LE MONDE

Combes. En 2021, environ 17 000 personnes ont rallié les côtes anglaises à bord de ce type d'embarcation, tandis que plus de 10 000 migrants ont été découverts dans des poids lourds qui s'apprêtaient à rejoindre le port ou l'Eurotunnel.

C'est en essayant de se cacher entre la cabine et la remorque d'un camion que Yasser Abdallah, 20 ans, né de père soudanais et de mère érythréenne, est mort mardi 28 septembre, vers 5 heures du matin. Il aurait chuté avant d'être écrasé. Quelque 200 personnes ont participé, vendredi à Calais, à une marche blanche en son hommage. « Le point de rupture, ça a été le décès de Yasser, reconnaît Ludovic Holbein, qui explicite sa démarche de grève de la faim. Le même jour, ses amis se faisaient déloger et voler leurs affaires. »

« Depuis 1999, plus de 300 personnes sont mortes en essayant de traverser », ajoute Anaïs Vogel. Des hommes, des femmes, des enfants, des nourrissons. Ils étaient Kosovars, Chinois, Kurdes, Afghans, Soudanais, Erythréens... Dans le carré musulman du cimetière de Calais, la sépulture de Yasser Abdallah voisine avec celle d'un Iranien, retrouvé mort en 2020

sur la plage de Sangatte, et celle d'un bébé décédé à 3 jours après que sa mère, une Kurde d'Irak, a été interpellée à Oye-Plage et a perdu les eaux prématurément.

Grands parkings à poids lourds

« Camion ou bateau, c'est une question d'argent », résume Sadam Ali, un Soudanais arrivé il y a deux mois. « J'essaie tous les jours de passer en camion, c'est gratuit et il n'est pas impossible que ça marche, dit-il. Je dors deux heures à peine mais je ne peux pas survivre à l'hiver ici. » La veille, Sadam Ali a dormi sous un Abrisbus. Ce soir, il semble l'ignorer encore : « La police vient tous les jours, elle prend nos couvertures, nos affaires, alors les gens marchent continuellement. » Sadam Ali veut rejoindre un frère en Angleterre. « Il est passé en 2017 par Calais mais il ne m'avait pas dit comment c'était. Je ne serais pas venu sinon, j'aurais eu trop peur », confie-t-il.

Yasser Abdallah avait lui aussi de la famille outre-Manche, un oncle maternel également passé par Calais. Il y est revenu pour assister aux funérailles de son neveu. « Yasser essayait tous les jours de rejoindre l'Angleterre », se souvient



Matar Abraham, un Soudanais qui l'a connu. Malgré son décès, les migrants continuent d'aller se poster aux abords des grands parkings à poids lourds sécurisés de la zone d'activité de Marck.

La nuit, adossés à de grands talus de terre et de gravier, de jeunes Soudanais attendent leur chance tapis dans l'obscurité tandis que certains camions accélèrent ou prennent un rond-point à contresens pour pouvoir plus vite les dé-

passer. « Si on va sur les parkings, les agents de sécurité nous frappent et nous envoient les chiens alors on se cache et on essaye de sauter dans le camion quand il passe, explique un Soudanais croisé dans la zone. Quand Yasser est monté dans le camion, le chauffeur a freiné brutalement et c'est ce qui l'a fait tomber. » Ce jour-là, plusieurs personnes ont dû être hospitalisées à la suite de blessures. ■

JULIA PASCUAL